



La CGT  
des établissements  
d'Enseignement supérieur  
et de Recherche

*Pour un Service public national  
d'Enseignement supérieur et de Recherche,  
laïque, démocratique et émancipateur*

# Communiqué

## La CGT FERC Sup appuie la suppression du HCERES qui est en cours

11 avril 2025

Le projet de loi de « simplification de la vie économique » traduit les vellétés du patronat et du gouvernement de s'affranchir de normes sociales et environnementales protectrices pour les salarié·es, et c'est en ce sens que la CGT alerte sur ses dangers.

Pour autant, la CGT FERC sup se félicite du vote de la représentation nationale hier, jeudi 10 avril 2025, pour entériner la suppression de l'agence « d'évaluation » de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) publique, le HCERES (Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur). Cette agence participait depuis 2013 à la destruction de notre service public, en imposant aux collègues, sous couvert d'évaluer les formations et les laboratoires de recherche de nos universités, une complète soumission aux critères du « new public management », cette doxa néo-libérale visant à laminer le service public de l'ESR.

Les incohérences, erreurs et absurdités présentes dans les rapports du HCERES étaient devenues au fil des ans un sujet de moqueries dans les universités françaises. Le crédit du HCERES était largement entamé voire perdu depuis plusieurs années. Ces dernières semaines, l'agence s'était illustrée par une salve d'avis massivement défavorables lors de son évaluation des établissements d'enseignement supérieur et de recherche notamment de la banlieue parisienne et des Hauts-de-France, participant ainsi à la dévalorisation d'établissements parmi les plus mal financés, malgré le travail sans relâche de nos collègues de ces établissements qui s'efforcent, jour après jour, d'assurer la pérennité du service public d'enseignement supérieur et de recherche, cf. notre communiqué [Le HCERES tombe le masque](#). Pour le plus grand profit, bien entendu, des multinationales qui investissent massivement dans l'enseignement supérieur privé à but lucratif en France, sans aucun contrôle ni garde-fou des pouvoirs publics.

La CGT FERC Sup avait appelé les député·es à confirmer cette suppression du HCERES dans un courrier qui leur avait été adressé le lundi 7 avril 2025, conformément à notre position détaillée dans notre communiqué du 6 mars 2025 : [La CGT FERC Sup a évalué le HCERES et demande sa dissolution](#). Nous précisons ici que, fidèle à la démarche de toute la CGT, la CGT FERC Sup n'a pas envoyé le courrier aux député·es du RN. L'extrême droite reste le pire ennemi des travailleurs·ses et ne sera jamais notre alliée. Nous dénonçons l'hypocrisie de leur vote sur l'HCERES, pour un parti politique qui n'a jamais défendu une université publique, gratuite et ouverte à toutes et tous.

Enfin, la CGT FERC Sup dénonce la réaction violente et disproportionnée du ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Philippe Baptiste, après cette décision souveraine de la représentation nationale. Cela résonne comme un écho, certes affaibli mais bien réel, des dérives antidémocratiques qui se développent partout dans le monde et qui frappent l'enseignement supérieur et la recherche. Elle appelle le ministre Philippe Baptiste à reprendre son sang-froid et à se mettre au travail pour améliorer significativement un budget 2025 catastrophique pour l'ESR. Elle l'appelle à arrêter le jeu de massacre des restructurations initiées par Sarkozy en 2007 et, enfin, à agir politiquement pour que la nation réinvestisse d'urgence dans sa jeunesse et dans sa recherche.

